

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 2093

[C — 2003/11275]

**12 MAI 2003.** — Loi concernant la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel relatifs aux services de la société de l'information (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° service de la société de l'information : tout service presté normalement contre rémunération, à distance par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de service. Aux fins de la présente définition, on entend par :

a) à distance : un service fourni sans que les parties soient simultanément présentes;

b) par voie électronique : un service envoyé à l'origine et reçu à destination au moyen d'équipements électroniques de traitement (y compris la compression numérique) et de stockage de données, et qui est entièrement transmis, acheminé et reçu par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électroniques;

c) à la demande individuelle d'un destinataire de services : un service fourni par transmission de données sur demande individuelle.

Une liste indicative des services non visés par cette définition figure en annexe;

2° service protégé : l'un des services de la société de l'information, pour autant qu'il soit fourni moyennant paiement et sur la base d'un accès conditionnel, ou la fourniture d'un accès conditionnel aux services susmentionnés, considérée comme un service à part entière;

3° accès conditionnel : toute mesure et/ou tout dispositif technique subordonnant l'accès au service protégé sous une forme intelligible à une autorisation individuelle préalable;

4° dispositif d'accès conditionnel : tout équipement ou logiciel conçu ou adapté pour permettre l'accès à un service protégé sous une forme intelligible;

5° publicité : toute forme de communication destinée à promouvoir, directement ou indirectement, des dispositifs d'accès conditionnels;

6° dispositif illicite : tout équipement ou logiciel conçu ou adapté pour permettre l'accès à un service protégé sous une forme intelligible sans l'autorisation du prestataire de services.

CHAPITRE III. — *Des activités illicites*

**Art. 3.** Il est interdit :

1° de fabriquer, d'importer, de distribuer, de vendre, de louer ou de détenir à des fins commerciales des dispositifs illicites;

2° d'installer, d'entretenir ou de remplacer à des fins commerciales des dispositifs illicites;

3° de recourir à la publicité pour promouvoir des dispositifs illicites.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 2093

[C — 2003/11275]

**12 MEI 2003.** — Wet betreffende de juridische bescherming van diensten van de informatiemaatschappij gebaseerd op of bestaande uit voorwaardelijke toegang (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

1° dienst van de informatiemaatschappij : elke dienst die gewoonlijk tegen vergoeding, langs elektronische weg, op afstand en op individueel verzoek van een afnemer van diensten verricht wordt. In deze definitie wordt verstaan onder :

a) op afstand : een dienst die geleverd wordt zonder dat de partijen gelijktijdig aanwezig zijn;

b) langs elektronische weg : een dienst die verzonden en ontvangen wordt via elektronische apparatuur voor de verwerking (met inbegrip van digitale compressie) en de opslag van gegevens, en die geheel via draden, radio, optische middelen of andere elektronische middelen wordt verzonden, doorgeleid en ontvangen;

c) op individueel verzoek van een afnemer van diensten : een dienst die op individueel verzoek via de transmissie van gegevens wordt geleverd.

Een indicatieve lijst van niet onder deze definitie vallende diensten staat in bijlage;

2° beschermde dienst : één van de diensten van de informatiemaatschappij, voorzover deze tegen betaling en op basis van voorwaardelijke toegang worden verricht, of de verschaffing, beschouwd als een op zichzelf staande dienst, van voorwaardelijke toegang tot deze diensten;

3° voorwaardelijke toegang : elke technische maatregel en/of regeling die de toegang tot de beschermde dienst in een begrijpelijke vorm afhankelijk maakt van voorafgaande, individuele toestemming;

4° uitrusting voor voorwaardelijke toegang : elke uitrusting of programmatuur die is ontworpen of aangepast om toegang te verschaffen tot een beschermde dienst in een begrijpelijke vorm;

5° reclame : elke vorm van communicatie bestemd voor het direct of indirect promoten van uitrustingen voor voorwaardelijke toegang;

6° illegale uitrusting : elke uitrusting of programmatuur die is ontworpen of aangepast om zonder toestemming van de dienstverrichter in een begrijpelijke vorm toegang te verschaffen tot een beschermde dienst.

HOOFDSTUK III. — *Illegale activiteiten*

**Art. 3.** Het is verboden :

1° illegale uitrusting te vervaardigen, in te voeren, te verspreiden, te verkopen, te verhuren of in bezit te hebben voor commerciële doeleinden;

2° illegale uitrusting te installeren, te onderhouden of te vervangen voor commerciële doeleinden;

3° gebruik te maken van reclame om illegale uitrusting aan te prijzen.

CHAPITRE IV. — *Des sanctions**Section 1<sup>re</sup>. — De l'action en cessation*

**Art. 4.** Le président du tribunal de commerce constate l'existence et ordonne la cessation d'un acte, même pénalement réprimé, constituant une infraction aux dispositions de la présente loi.

Il peut ordonner l'interdiction de la publicité visée à l'article 3, 3°, lorsqu'elle n'a pas encore été portée à la connaissance du public, mais que sa publication est imminente.

**Art. 5.** L'action fondée sur l'article 4 est formée à la demande :

1° des intéressés;

2° du ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions;

3° d'un groupement professionnel ou interprofessionnel ayant la personnalité civile;

4° d'une association ayant pour objet la défense des intérêts des consommateurs et jouissant de la personnalité civile pour autant qu'elle réponde aux conditions fixées par l'article 98, § 1<sup>er</sup>, 4, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Par dérogation aux dispositions des articles 17 et 18 du Code judiciaire, les associations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3 et 4, peuvent agir en justice pour la défense de leurs intérêts collectifs statutairement définis.

Les articles 99 et 100 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur sont applicables à l'action en cessation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

*Section 2. — Des sanctions pénales*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de 25 à 25 000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui commettent une infraction aux dispositions de l'article 3 de la présente loi.

§ 2. Lorsque les faits soumis au tribunal font l'objet d'une action en cessation, il ne peut être statué sur l'action pénale qu'après qu'une décision coulée en force de chose jugée ait été rendue relativement à l'action en cessation.

§ 3. Sans préjudice de l'application des règles habituelles en matière de récidive, les peines prévues au § 1<sup>er</sup> sont doublées en cas d'infraction aux dispositions de l'article 3 de la présente loi, intervenant dans les cinq ans à dater d'une condamnation coulée en force de chose jugée prononcée du chef d'une infraction aux dispositions de l'article précité.

§ 4. Le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement ou du résumé qu'il en rédige pendant le délai qu'il détermine aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et aux frais de celui-ci de même que la publication du jugement ou du résumé aux frais du contrevenant par la voie des journaux ou de toute autre manière; il peut, en outre, ordonner la confiscation des bénéfices illicites réalisés à la faveur de l'infraction.

§ 5. Les sociétés et associations ayant la personnalité civile sont civilement responsables des condamnations aux dommages-intérêts, amendes, frais, confiscations, restitutions et sanctions pécuniaires quelconques prononcées pour infraction aux dispositions de la présente loi contre leurs organes ou préposés.

Il en est de même des membres de toutes associations commerciales dépourvues de la personnalité civile, lorsque l'infraction a été commise par un associé, gérant ou préposé, à l'occasion d'une opération entrant dans le cadre de l'activité de l'association. L'associé civilement responsable n'est toutefois personnellement tenu qu'à concurrence des sommes ou valeurs qu'ils a retirées de l'opération.

Ces sociétés, associations et membres pourront être cités directement devant la juridiction répressive par le ministère public ou la partie civile.

§ 6. Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

HOOFDSTUK IV. — *Sancties**Afdeling 1. — Vordering tot staking*

**Art. 4.** De voorzitter van de rechtbank van koophandel stelt het bestaan vast en beveelt de staking van een zelfs onder het strafrecht vallende daad die een inbreuk op de bepalingen van deze wet uitmaakt.

Hij kan de reclame bedoeld in artikel 3, 3°, verbieden wanneer zij nog niet onder het publiek is gebracht, doch de publicatie ervan op het punt staat te gebeuren.

**Art. 5.** De vordering gegrond op artikel 4 wordt ingesteld op verzoek van :

1° de belanghebbenden;

2° de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren;

3° een beroeps- of interprofessionele vereniging met rechtspersoonlijkheid;

4° een vereniging ter verdediging van consumentenbelangen die rechtspersoonlijkheid bezit, voorzover zij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 98, § 1, 4, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

In afwijking van de artikelen 17 en 18 van het Gerechtelijk Wetboek, kunnen de verenigingen bedoeld in het eerste lid, 3 en 4, in rechte optreden voor de verdediging van hun statutair omschreven collectieve belangen.

De artikelen 99 en 100 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument zijn van toepassing op de vordering tot staking bedoeld in het eerste lid van dit artikel.

*Afdeling 2. — Strafbepalingen*

**Art. 6.** § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot vijf jaar en met een geldboete van 25 tot 25 000 euro of met een van deze straffen alleen worden gestraft, zij die de bepalingen van artikel 3 van deze wet overtreden.

§ 2. Wanneer de feiten voorgelegd aan de rechtbank, het voorwerp zijn van een vordering tot staking kan er niet beslist worden over de strafvordering dan nadat een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen betreffende de vordering tot staking.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de gewone regelen inzake herhaling, worden de bij § 1 bepaalde straffen verdubbeld wanneer een in artikel 3 van deze wet bedoelde inbreuk zich voordoet binnen vijf jaar na een kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens een overtreding op voormeld artikel.

§ 4. De rechtbank kan de aanplakking van het vonnis of van de door haar opgestelde samenvatting ervan bevelen gedurende de door haar bepaalde termijn zowel buiten als binnen de inrichtingen van de overtreder, evenals de bekendmaking van het vonnis of van de samenvatting ervan door middel van kranten of op enige andere wijze, en dit alles op kosten van de overtreder; zij kan bovendien de verbeurdverklaring bevelen van de ongeoorloofde winsten die met behulp van de inbreuk werden gemaakt.

§ 5. De vennootschappen en verenigingen met rechtspersoonlijkheid zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot schadevergoeding, geldboeten, kosten, verbeurdverklaringen, teruggave en geldelijke sancties van welke aard ook, die wegens inbreuk op de bepalingen van deze wet tegen hun organen of aangestelden zijn uitgesproken.

Dit geldt eveneens voor de leden van alle handelsverenigingen die geen rechtspersoonlijkheid bezitten, wanneer de inbreuk door een vennoot, zaakvoerder of aangestelde is gepleegd ter gelegenheid van een tot de werkzaamheid van de vereniging behorende verrichting. Evenwel is de burgerrechtelijk aansprakelijke vennoot persoonlijk niet verder gehouden dan tot de sommen of waarden die de verrichting hem opgebracht heeft.

Deze vennootschappen, verenigingen en leden kunnen rechtstreeks voor de strafrechter gedagvaard worden door het openbaar ministerie of door de burgerlijke partij.

§ 6. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in deze wet.

Par dérogation à l'article 43 du Code pénal, le tribunal apprécie, lorsqu'il prononce une condamnation pour l'une des infractions visées par la présente loi, s'il y a lieu d'ordonner la confiscation spéciale. La présente disposition n'est pas d'application dans le cas de récidive visé par le § 3.

A l'expiration d'un délai de dix jours à compter du prononcé, le greffier du tribunal ou de la cour est tenu de porter à la connaissance du ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, par lettre ordinaire, tout jugement ou arrêt relatif à une infraction visée par la présente loi.

Le greffier est également tenu d'aviser sans délai le ministre de tout recours introduit contre pareille décision.

#### Section 3. — De la procédure d'avertissement

**Art. 7.** Lorsqu'il est constaté une infraction aux dispositions de l'article 3, le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, ou l'agent commissionné en application de l'article 8, peut adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trois semaines à dater de la constatation des faits, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

2° le délai dans lequel il doit y être mis fin;

3° qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, les agents commissionnés en application de l'article 8 pourront aviser le procureur du Roi ou proposer un règlement transactionnel tel que prévu à l'article 9.

#### Section 4. — De la recherche et de la constatation des infractions

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les agents commissionnés par le ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions sont compétents pour rechercher et constater les infractions mentionnées à l'article 6. Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est adressée au contrevenant, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la date des constatations.

§ 2. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent :

1° pénétrer, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les locaux et pièces dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3° saisir, contre récépissé, les documents, pièces ou livres qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants; la saisie est levée de plein droit à défaut de confirmation par le ministère public dans les quinze jours;

4° s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les locaux habités, avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins.

§ 3. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent requérir l'assistance de la police.

§ 4. Sans préjudice de leur subordination à leurs supérieurs dans l'administration, les agents commissionnés exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général pour ce qui concerne les tâches de recherche et de constatation des délits visés par la présente loi.

§ 5. En cas d'application de l'article 7, le procès-verbal visé au § 1<sup>er</sup> n'est transmis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement.

En cas d'application de l'article 9, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction.

In afwijking van artikel 43 van het Strafwetboek, oordeelt de rechtbank, zo deze een veroordeling uitspreekt naar aanleiding van een van de inbreuken bedoeld in deze wet, of de bijzondere verbeurdverklaring bevolen moet worden. Deze bepaling is niet van toepassing in het geval van herhaling als bedoeld in § 3.

Na het verstrijken van een termijn van tien dagen na de uitspraak, is de griffier van de rechtbank of van het hof ertoe gehouden de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, elk vonnis of arrest betreffende een inbreuk bedoeld in deze wet ter kennis te brengen bij een gewone brief.

De griffier is eveneens verplicht de minister onverwijld in te lichten over elke voorziening tegen een dergelijke uitspraak.

#### Afdeling 3. — Waarschuwingsprocedure

**Art. 7.** Wanneer een inbreuk op artikel 3 wordt vastgesteld, kan de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, of de door hem aangestelde ambtenaar met toepassing van artikel 8, een waarschuwing richten tot de overtreder, waarbij die tot stopzetting van deze handeling wordt aangemaand.

De overtreder wordt, binnen drie weken vanaf de vaststelling van de feiten, in kennis gesteld van deze waarschuwing, per aangetekende brief met ontvangstbewijs, of door overhandiging van een kopie van het proces-verbaal van de vaststelling van de feiten.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wetsbepaling of -bepalingen;

2° de termijn waarbinnen zij dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, de met toepassing van artikel 8 aangestelde ambtenaren de procureur des Konings kunnen inlichten of een minnelijke regeling zoals bepaald in artikel 9 voorstellen.

#### Afdeling 4. — Opsporing en vaststelling van de inbreuken

**Art. 8.** § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de door de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aangestelde ambtenaren bevoegd om de in artikel 6 vermelde inbreuken op te sporen en vast te stellen. De processen-verbaal welke door die ambtenaren worden opgesteld, hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift ervan wordt bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding binnen dertig dagen na de datum van vaststellingen, aan de overtreder toegezonden.

§ 2. In de uitoefening van hun ambt mogen de in § 1 bedoelde ambtenaren :

1° binnentreden tijdens de gewone openings- of werkuren in de lokalen en vertrekken waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste vordering en ter plaatse de documenten, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen;

3° tegen ontvangstbewijs beslag leggen op documenten, stukken of boeken noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplichtigen van de overtreder op te sporen; het beslag is van rechtswege opgeheven, bij ontstentenis van een bevestiging door het openbaar ministerie binnen de vijftien dagen;

4° indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in bewoonde lokalen binnentreden met voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank. De bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

§ 3. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de politie vorderen.

§ 4. Onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur, oefenen de gemachtigde ambtenaren de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal voor wat de taken betreft inzake de opsporing en de vaststelling van de inbreuken omschreven in deze wet.

§ 5. In geval van toepassing van artikel 7, wordt het in § 1 bedoeld proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven.

In geval van toepassing van artikel 9, wordt het proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings, wanneer de overtreder niet is ingegaan op het voorstel tot minnelijke schikking.

**Art. 9.** Les agents commissionnés à cette fin par le ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction aux dispositions visées à l'article 6, et dressés par les agents visés à l'article 8, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception sont fixés par le Roi.

La somme prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être supérieure au maximum de l'amende prévue à l'article 6 de la présente loi, majorée des décimes additionnels.

Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique sauf si auparavant, une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou le tribunal a été saisi du fait. Dans ces cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 10.** L'article 589 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 11 avril 1999 et modifié par les lois des 11 avril 1999, 26 mai 2002, 17 juillet 2002, 2 août 2002 et 20 décembre 2002 est complété par la disposition suivante :

« 13° à l'article 4 de la loi du 12 mai 2003 concernant la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel relatifs aux services de la société de l'information; ».

**Art. 11.** L'article 1<sup>er</sup>, 14, de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, modifié par la loi du 8 juillet 2001, est remplacé par le texte suivant :

« 14. service protégé : l'un des services de radiodiffusion sonore ou de radiodiffusion télévisuelle, pour autant qu'il soit fourni moyennant paiement et sur la base d'un accès conditionnel ou la fourniture d'un accès conditionnel aux services susmentionnés, considérés comme un service à part entière; ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session ordinaire 2002/2003.*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* — N° 50-2153/1 : Projet de loi. — N° 50-2153/2 : Erratum. — N° 50-2153/3 : Annexe. — N° 50-2153/4 : Amendements. — N° 50-2153/5 : Rapport. — N° 50-2153/6 : Texte adopté par la Commission. — N° 50-2153/7 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales de la Chambre des représentants.* — Compte rendu intégral : 27 mars 2003.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — N° 2-1565/1 : Projet évoqué par le Sénat. — N° 2-1565/2 : Rapport.

**Art. 9.** De daartoe door de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aangestelde ambtenaren kunnen, na inzage van de processen-verbaal waarbij een inbreuk wordt vastgesteld op de bepalingen bedoeld in artikel 6, en opgesteld door de in artikel 8 bedoelde ambtenaren, aan de overtreders de betaling voorstellen van een som die de strafvordering doet vervallen.

De Koning stelt de tarieven alsook de modaliteiten van betaling en inning vast.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag mag niet meer belopen dan het maximum van bij artikel 6 van deze wet bepaalde geldboete, verhoogd met de opdecimen.

De binnen de aangegeven termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen, behalve indien tevoren een klacht gericht werd aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter verzocht werd een onderzoek in te stellen of indien het feit bij de rechtbank aanhangig gemaakt werd. In deze gevallen worden de betaalde bedragen aan de overtreder teruggestort.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

**Art. 10.** Artikel 589 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 11 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 11 april 1999, 26 mei 2002, 17 juli 2002, 2 augustus 2002 en 20 december 2002 wordt aangevuld als volgt :

« 13° in artikel 4 van de wet van 12 mei 2003 betreffende de juridische bescherming van diensten van de informatiemaatschappij gebaseerd op of bestaande uit voorwaardelijke toegang; ».

**Art. 11.** Artikel 1, 14, van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, gewijzigd bij de wet van 8 juli 2001, wordt vervangen als volgt :

« 14. Beschermd dienst : één van de diensten van de radio-omroep of televisieomroep, voorzover deze tegen betaling en op basis van voorwaardelijke toegang worden verricht, of de verschaffing, beschouwd als een op zichzelf staande dienst, van voorwaardelijke toegang tot deze diensten; ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN.

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Gewone zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* — Nr. 50-2153/1 : Wetsontwerp. — Nr. 50-2153/2 : Erratum. — Nr. 50-2153/3 : Bijlage. — Nr. 50-2153/4 : Amendementen. — Nr. 50-2153/5 : Verslag. — Nr. 50-2153/6 : Tekst aangenomen door de Commissie. — Nr. 50-2153/7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.* Integraal verslag : 27 maart 2003.

Senaat :

*Parlementaire stukken.* — Nr. 2-1565/1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat. — Nr. 2-1565/2 : Verslag.



## Annexe

Liste indicative des services non couverts par la définition de « services de la société de l'information » visée à l'article 2, 1°.

1. Services non fournis « à distance » : services prestés en présence physique du prestataire et du destinataire, même s'ils impliquent l'utilisation de dispositifs électroniques :

a) examen ou traitement dans un cabinet de médecin au moyen d'équipements électroniques, mais en présence physique du patient;

b) consultation d'un catalogue électronique dans un magasin en présence physique du client;

c) réservation d'un billet d'avion via un réseau d'ordinateurs dans une agence de voyage en présence physique du client;

d) mise à disposition de jeux électroniques dans une galerie en présence physique de l'utilisateur.

2. Services non fournis « par voie électronique » :

a) services dont le contenu est matériel, même s'ils impliquent l'utilisation de dispositifs électroniques :

— distribution automatique de billets (billets de banque, billets de trains);

— accès aux réseaux routiers, parkings, etc. payants même si à l'entrée et/ou à la sortie des dispositifs électroniques interviennent pour contrôler l'accès et/ou assurer le paiement correct.

b) services « off-line » : distribution de CD-ROM ou de logiciels sur disquette.

c) Services qui ne sont pas fournis au moyen de systèmes électroniques de stockage et de traitement de données :

— services de téléphonie vocale;

— services de télécopieur/télex;

— services prestés par téléphonie vocale ou télécopieur;

— consultation d'un médecin par téléphone/télécopieur;

— consultation d'un avocat par téléphone/télécopieur;

— marketing direct par téléphone/télécopieur.

3. Services non fournis « à la demande individuelle d'un destinataire de services » : services fournis par l'envoi de données sans appel individuel et destinés à la réception simultanée d'un nombre illimité de destinataires (transmission « point à multi-point ») :

a) services de radiodiffusion télévisuelle (y compris la quasi vidéo à la demande) : l'émission primaire, avec ou sans fil, terrestre ou par satellite, codée ou non, de programmes télévisés destinés au public. Est visée la communication de programmes entre entreprises en vue d'une rediffusion à l'intention du public. Ne sont pas visés les services de communications fournissant, sur appel individuel, des éléments d'information ou d'autres prestations, tels que les services de télécopie, les banques de données électroniques et autres services similaires;

b) services de radiodiffusion sonore;

c) télétexte (télévisuel).

Vu pour être annexé à Notre loi du 12 mai 2003 concernant la protection juridique de services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel relatifs aux services de la société de l'information.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

## Bijlage

Indicatieve lijst van diensten die niet onder de definitie vallen van « diensten van de informatiemaatschappij » bedoeld bij artikel 2, 1°.

1. Diensten die niet « op afstand » worden geleverd: diensten die in de fysieke aanwezigheid van de verrichter en de afnemer worden verricht, ook wanneer daarbij elektronische apparatuur wordt gebruikt :

a) onderzoek of behandeling in de spreekkamer van een arts met behulp van elektronische apparatuur, in de fysieke aanwezigheid van de patiënt;

b) raadpleging van een elektronische catalogus in een winkel, in de fysieke aanwezigheid van de klant;

c) reservering van een vliegtuigticket via een computernetwerk in een reisagentschap, in de fysieke aanwezigheid van de klant;

d) beschikbaarstelling van elektronische spelletjes in een speelhal in de fysieke aanwezigheid van de gebruiker.

2. Diensten die niet « langs elektronische weg » worden geleverd :

a) Diensten met een materiële inhoud, ook wanneer daarbij elektronische apparatuur wordt gebruikt:

— Automatische biljettenverdeling (bankbiljetten, treinkaartjes);

— Toegang tot wegnetten, parkeerplaatsen, enz. waarvoor betaald moet worden, ook wanneer de toegang en/of de correcte betaling wordt gecontroleerd door middel van elektronische apparatuur aan de ingang en/of de uitgang.

b) « Off line »-diensten : verspreiding van CD-ROM's of software op diskettes.

c) Diensten die niet via elektronische systemen voor de opslag en verwerking van gegevens worden geleverd:

— spraaktelefoniediensten;

— fax/telexdiensten;

— diensten die via spraaktelefonie of fax worden verricht;

— raadpleging van een arts via telefoon/fax;

— raadpleging van een advocaat via telefoon/fax;

— direct marketing via telefoon/fax.

3. Diensten die niet « op individueel verzoek van een afnemer van diensten » worden geleverd : diensten die via de verzending van gegevens zonder individueel oproep worden verricht en bestemd zijn voor gelijktijdige ontvangst door een onbeperkt aantal ontvangers (point-to-multipoint-transmissie) :

a) televisieomroepdiensten (waaronder « near-video-on-demand ») : het oorspronkelijke uitzenden via de kabel of draadloos, via de ether of via satelliet, in al dan niet gecodeerde vorm van voor ontvangst door het publiek bestemde televisieprogramma's. Hieronder is mede begrepen het overdragen van programma's tussen ondernemingen met het oog op doorgifte daarvan aan het publiek. Hieronder zijn niet begrepen communicatiediensten die informatieve gegevens of andere prestaties op individueel verzoek verstrekken zoals telekopiediensten, elektronische databanken en ander soortgelijke diensten;

b) radio-omroepdiensten;

c) teletekst (via televisie).

Gezien om te worden gevoegd bij Onze wet van 12 mei 2003 betreffende de juridische bescherming van diensten van de informatiemaatschappij gebaseerd op of bestaande uit voorwaardelijke toegang.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN